

Histoire

LÉON BLUM, LE FRONT POPULAIRE ET LA GUERRE D'ESPAGNE : COMPRENDRE LA NON-INTERVENTION

Jean-Numa Ducange

13/07/2026

Si Léon Blum évoque spontanément 1936 et les acquis sociaux qui l'accompagnent, d'autres épisodes, moins glorieux, mais tout aussi importants, doivent être rappelés pour comprendre le fameux « Front populaire » dont il fut l'emblématique dirigeant. Ce front a été en effet divisé par une question centrale à l'époque : doit-on intervenir – ou pas – pour soutenir militairement la République espagnole contre le putsch de Franco ? À l'occasion des quatre-vingt-dix ans de ces événements, Jean-Numa Ducange revient sur l'histoire de cette grande déchirure de l'histoire de la gauche, alors que de nombreuses publications nous permettent d'enrichir nos connaissances sur la période¹.

Tout le monde a en tête le grand mouvement de solidarité en faveur de l'Espagne républicaine, notamment les célèbres Brigades internationales composées de simples militants comme d'écrivains prestigieux comme André Malraux². La France fournit d'importants bataillons de brigadistes, et nombre d'historiens ont étudié leurs trajectoires, souvent héroïsées comme symboles de la résistance concrète au fascisme. Ce récit légendaire a été contrebalancé par des historiens soulignant le contrôle de l'appareil communiste sur ces brigades, dans un contexte de liquidation de toute opposition en URSS. Mais malgré ces ombres au tableau, il est vrai que l'on assiste en France et dans plusieurs pays à une vague sincère de sympathies pour la cause espagnole. Face à l'axe Berlin-Rome semblait s'imposer naturellement l'alliance entre Paris et une République menacée par un coup d'État.

Blum : la « trahison » ?

La solidarité avec le « Frente Popular » déchaîne les passions en France. Tous les camps politiques se positionnent. Pour la coalition de Blum et de ses alliés se pose une question essentielle : ne doit-

on pas naturellement porter secours à ses frères de l'autre côté des Pyrénées ? Les communistes mènent tambour battant une campagne pour intervenir en appelant le gouvernement français à mobiliser d'importants moyens militaires. À la une de *L'Humanité* du 5 septembre 1936, on peut lire : « Des canons ! Des avions ! Cessez le blocus qui tue nos frères d'Espagne ! ». La gauche de la SFIO partage globalement cette ligne. Mais Blum ne fera pas ce choix, avant tout pour éviter une généralisation du conflit à plus grande échelle et sous pression de l'allié britannique – une alliance avec un pays démocratique à laquelle il tient. Au cours d'un célèbre discours qu'il donne à Luna Park le 6 septembre 1936, Blum, déchiré, fait le choix de la « non-intervention ». Les critiques fusent et l'unité à gauche se brise sur cette question. Si tout le monde avait célébré les congés payés, désormais la discorde règne et elle porte un nom : l'Espagne. L'intensité du débat est d'autant plus grande que c'est une véritable révolution, bientôt doublée d'une guerre civile, qui se déroule à Barcelone et dans quelques autres régions. Il s'agit là d'une différence majeure avec la France, où le fort mouvement de grèves ne peut être comparé à la radicalité politique et sociale qui s'exprime de l'autre côté des Pyrénées. Les plus à gauche évoquent bien la possibilité d'une « révolution française », un soulèvement populaire comme en 1789 ou une nouvelle Commune de Paris. Mais, contrairement aux affrontements meurtriers et fratricides qui vont déchirer l'Espagne, nulle violence révolutionnaire ne se profile à l'horizon en France. Les deux situations doivent donc être soigneusement distinguées, même si elles ne sont évidemment pas sans rapport³.

Dans ce contexte, certains accusent le chef du Front populaire d'avoir lâchement laissé tomber ses camarades espagnols. Et l'argument porte d'autant plus que, au final, la guerre aura bien lieu trois ans plus tard sur le continent. Alors, pourquoi ne pas avoir mené la bataille en 1936-1937 pour écraser le fascisme ?

Contre-sens sur le « Front populaire » et sous-estimation de la droite

On comprend bien, tant sur le moment que rétrospectivement, l'émotion qu'une telle décision a suscitée. On oppose volontiers le Blum des premières semaines de l'été 1936 et des grandes mesures sociales à celui qui refuse de sauver Madrid et Barcelone. Mais gare aux reconstructions rétrospectives : le débat n'est pas un simple duel entre d'un côté les socialistes blumistes timorés et, de l'autre, des communistes et une extrême gauche se mobilisant courageusement pour sauver la République. Une telle vision traduit en effet une méconnaissance des rapports de force réels, mais aussi et surtout une incompréhension de la nature de ce qu'est le Front populaire en France.

Disons-le en effet sans polémique, mais avec clarté : ce Front populaire n'est pas une coalition des

gens les plus à gauche de l'époque. Au début des années 1920, l'Internationale communiste défendait la perspective du « Front unique ouvrier ». Il s'agissait alors, malgré la défiance à l'égard des sociaux-démocrates, de prôner un front ponctuel avec toutes les organisations ouvrières sur des revendications précises. Mais sont exclues de ce front toutes les forces considérées comme « bourgeoises ». Les organisations de gauche n'ayant aucune revendication socialiste, comme le Parti radical en France, alors le grand parti pivot de la III^e République, que l'on peut qualifier de centre gauche, en sont exclues.

Le « Front populaire », c'est autre chose. Il est aussi impulsé aussi par l'Internationale communiste désormais contrôlée étroitement par Staline et son président, Georges Dimitrov. Ce dernier change radicalement de position. Après avoir renvoyé pendant des années dos à dos le fascisme et la social-démocratie, entretenant une violente politique de division qui facilite l'accès des nazis au pouvoir⁴, les communistes, sur ordre de Dimitrov, se rallient à une politique unitaire. Désormais, l'heure est à « l'antifascisme » et à un large front, dans lequel sont intégrées des organisations extérieures au mouvement ouvrier.

Le « Front populaire » ne se limite néanmoins pas à une simple manœuvre du Kremlin. Il correspond aussi à une véritable aspiration antifasciste dépassant les seuls partis politiques. Ce large front regroupe des militants, intellectuels, associations et organisations politiques où le centre gauche (très réticent à l'égard de toute mesure socialiste) occupe une place décisive, et sans lequel aucune majorité n'est possible. Ce « Front populaire » fait d'ailleurs tousser au départ chez certains communistes qui considéraient jusqu'il y a peu que tout socialiste ou figure du centre gauche « bourgeois » était un ennemi à abattre en priorité...

Or, ce centre gauche, qui occupe donc une place essentielle dans l'alliance, ne voulait en aucun cas d'une quelconque intervention à l'étranger. Celle-ci lui paraissait totalement aventureuse et avant tout défendue par des cercles militants radicaux déconnectés de toute réalité diplomatique. Une telle position est assurément partagée par de nombreux Français. Et si l'opinion est difficile à sonder en 1936, quelques indices, au vu des rapports de force électoraux de l'époque, ne trompent pas. Le Front populaire est certes majoritaire en mai 1936, mais de peu. Ce n'est pas un raz-de-marée électoral. Dans ce contexte, la droite, revancharde, fait de l'intervention un *casus belli*, une provocation inacceptable.

Ces réalités sont importantes à rappeler, car les recherches historiques se sont longtemps focalisées sur la gauche et ses multiples ramifications – notamment l'action des Brigades internationales, les débats internes au Parti socialiste, l'attitude du Parti communiste, etc. Mais d'autres chercheurs ont montré qu'il existe en 1936-1937 de solides réseaux favorables à Franco,

notamment du côté de l'Action française, un des courants les plus dynamiques du nationalisme français. Charles Maurras, son principal représentant, a été reçu lui-même par le Caudillo⁵. Plusieurs écrivains de droite visitent l'Espagne anti-républicaine et font sa promotion. Ces réseaux sont loin d'être négligeables et pèsent dans le pays. Tout hostile qu'était Léon Blum à ces courants, qui l'injuriaient et le menaçaient de mort, il ne pouvait pas ne pas en tenir compte. Comme démocrate, il entend éviter les provocations susceptibles de déclencher la droite nationaliste. Blum conserve à l'esprit les émeutes du 6 février 1934 qui avaient révélé toute la puissance de l'antiparlementarisme à droite... partagé d'ailleurs aussi par une fraction de la gauche.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Léon Blum, un républicain démocrate

L'ancien camarade de Jean Jaurès était bien un démocrate agissant dans une situation où ses adversaires politiques étaient prêts à le faire chuter à tout moment. Mais alors, perdu pour perdu, qu'avait-il alors à perdre justement à intervenir en Espagne ? On lui a notamment dit et redit sur le moment, et l'argument a été repris ensuite *ad nauseam* : les autres pays ne se sont pas gênés, eux, pour intervenir. La France fait figure de lâche par rapport à l'URSS, l'Allemagne et l'Italie, chacune mobilisée du côté de leurs alliés. Mais la France est une démocratie avec une majorité parlementaire, et non une dictature comme les trois autres pays. Staline lance un processus d'extermination de toute opposition, et Hitler comme Mussolini ont mis en prison ou en camp leurs opposants. Blum est un démocrate en République : une composante essentielle de sa majorité l'aurait immédiatement fait tomber s'il avait lancé une opération militaire. Et, faut-il le rappeler, le chef de gouvernement n'élimine pas physiquement ses généraux peu favorables à ses vues, et doit composer avec ; or ces derniers n'avaient guère envie de sauter à la rescousse des « rouges » espagnols et nombre d'entre eux avaient même de la sympathie pour les nationalistes. Ajoutons enfin que l'intervention de l'URSS était loin d'avoir le caractère « noble » que d'aucuns ont parfois présenté : Staline a ordonné à ses agents sur place d'éliminer les éléments les plus à gauche qui contrevenaient à ses plans, cherchant à étouffer toute révolution non conforme à ses vues. Une historiographie d'inspiration « gauchiste » a beaucoup documenté ces faits, voyant dans la stratégie de Front populaire en général, et l'intervention de Staline en Espagne en particulier, un

moyen de tuer dans l'œuf l'initiative des masses ouvrières⁶.

Mais, là encore, gardons-nous de nous limiter au seul débat au sein des gauches. Toute une historiographie critique, dans le sillage d'Annie Kriegel et reprise notamment par François Furet, a dénoncé l'imposture de « l'antifascisme », un mot d'ordre séduisant et unitaire qui aurait avant tout servi à couvrir les impératifs politiques et diplomatiques du Kremlin⁷. Si une telle vision a tendance à limiter la portée du danger fasciste et à faire abstraction des dynamiques militantes – réelles, et ce indépendamment des appareils politiques –, elle ne peut pas non plus être balayée d'un revers de main. L'antifascisme glorieux des années 1930 a bien été aussi une opération idéologique permettant à l'URSS de Staline de se présenter comme le meilleur rempart contre Hitler et Franco, empêchant de larges franges d'intellectuels de critiquer la nature du régime stalinien. Dans ce cadre, insister sur la « trahison » espagnole de Blum permettait aussi de détourner le regard et de ne pas évoquer d'autres réalités.

Notons enfin qu'il y avait une certaine hypocrisie de la part du Parti communiste français (PCF) à cliver sur l'Espagne, alors même qu'il venait d'inviter ses troupes à respecter la petite propriété pour ne pas froisser le centre gauche... cette fois-ci contre les éléments les plus à gauche du Parti socialiste, que les dirigeants communistes dénonçaient comme des éléments gauchisants menaçant de briser l'unité ! Et c'est *in fine* à Blum que revenait ensuite le soin de conserver l'équilibre de cette fragile coalition. Aussi, qui veut tirer des leçons de cette période à propos des nouvelles formes que pourrait revêtir un « Front populaire » aujourd'hui doit avoir tous ces éléments à l'esprit : ce front était l'inverse d'un pôle de radicalité regroupant les éléments les plus à gauche du spectre politique, mais bien une tentative d'une très large union contre le danger fasciste. En 1938, Blum ira d'ailleurs encore plus loin lors de la reconstitution d'un second gouvernement : il défendra la perspective d'une union nationale pour sauver la République contre les franges les plus dures de la droite nationaliste.

Une certaine solidarité avec Madrid et Barcelone, malgré tout

Dire cela n'est pas excuser tout ni affirmer qu'il n'existait pas d'autre voie. Mais sans ses éléments de contexte, on ne comprend pas le choix fondamental de Blum, qui était de maintenir, à tout prix, le Front populaire. Il n'a certes ensuite pas duré longtemps et les tentatives de reconstitution plus larges en 1938 ont, elles aussi, échoué.

Au-delà de ces équilibres indispensables à rappeler, sans quoi l'histoire cède la place à la légende militante qui parasite sa compréhension, plusieurs études et témoignages ont permis de montrer que ladite « trahison » était à relativiser. En effet, des armes ont transité par la France pour aider

les républicains espagnols, y compris du matériel soviétique, certes dans des proportions modestes, mais bien moins négligeables que ce que l'on a longtemps cru. On a pu ainsi évoquer, plutôt qu'une « non-intervention », une « non-intervention relâchée ». Une expression qui témoigne bien d'une réalité complexe et d'une situation politique difficile à gérer. Toutes les synthèses rigoureuses consacrées à la période soulignent désormais ce fait, mettant à mal les accusations rapides fondées sur la mémoire militante et le ressentiment – compréhensible au demeurant – de nombreux acteurs. On peut citer à cet égard Frédéric Monier, un des spécialistes les plus reconnus de la période :

« Blum chargeait au même moment Pierre Cot, ministre de l'Air, et Vincent Auriol, ministre des Finances, d'aider le plus discrètement possible les républicains, en particulier en fermant les yeux sur l'acheminement de matériel militaire soviétique. [...] Cette 'non-intervention relâchée' [...] n'a été que tardivement reconnue par les protagonistes⁸ ».

Ce caractère confidentiel de l'aide est décisif car il a laissé prospérer les légendes, poursuit le même historien : « Unanimement perçue, après 1945, comme une politique néfaste sinon comme une trahison, elle était de surcroît difficilement explicable car il fallait révéler, derrière les discours et les justifications publiques, des motivations distinctes et des mesures officieuses, voire secrètes⁹ ».

Un autre historien espagnol de renom, spécialiste de la guerre civile, Angels Vinas, très critique à l'égard de l'action de Blum, reconnaît aussi ces faits. S'il insiste sur le fait que « le gouvernement républicain a subi [...] la versatilité de la politique française en matière de fournitures de matériel », celles-ci ont bien eu lieu : « les autorités n'ont pas entravé de façon trop dirimante les efforts des agents républicains en France pour obtenir, en général dans des pays tiers, des armements par les voies de la contrebande ». Surtout « au début de son deuxième gouvernement, Léon Blum a, dans la pratique, relâché presque totalement la politique de non-intervention et la frontière est alors restée perméable jusqu'à la mi-juin 1938¹⁰ ». À noter enfin les recherches menées par l'historien Pierre Salmon, qui a étudié dans le détail ce trafic d'armes, montrant les limites d'une lecture strictement politique de ces événements. Tout un trafic s'organise en effet avec des intermédiaires peu scrupuleux, et parfois antirépublicains : « par le biais d'individus hostiles à sa cause, la République espagnole obtient des armes de presque toute l'Europe¹¹ ». Tout ne dépendait donc pas, loin de là, des seules décisions de Léon Blum.

Toujours est-il que l'action de ce dernier, fortement contestée, est restée dans la mémoire collective. Lorsque Blum meurt en mars 1950, plusieurs militants de la gauche espagnole salueront sa mémoire. S'il reste la bête noire des communistes, le regard est plus contrasté dans le reste de la gauche malgré l'exil et les blessures vives qui demeurent. Franco dirigera en effet d'une main de

fer le pays jusqu'en 1975. Et, encore aujourd'hui, la guerre civile suscite d'intenses débats dans l'espace public, d'autant que l'extrême droite, longtemps marginalisée dans l'Espagne post-franquiste, est désormais en pleine dynamique.

Une version courte de cette note est disponible sur le site de [Libération](#).

1. Parmi les ouvrages récents à noter, relevons ce collectif riche et informé : François Godicheau, Pierre Salmon et Mercedes Yusta (dir.), *La guerre d'Espagne 1936-1939. La démocratie assassinée*, Paris, Tallandier, 2026.
2. Édouard Sill, « L'illusion lyrique ». *Le volontariat international combattant dans la guerre d'Espagne (1936-1938)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2024.
3. Cf. sur ce point la mise au point de David Noël, « Les Fronts populaires ont-ils été des révolutions trahies ? », dans Jean Vigreux et Serge Wolikow (dir.), *Les Fronts populaires. Une perspective mondiale 1934-1938*, Paris, Libertalia, 2026, pp. 655-677.
4. Cette politique mortifère du Parti communiste allemand est parfois oubliée ; elle est à peine évoquée, par exemple dans un essai récent sur la période (Johann Chapoutot, *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Paris, Gallimard, 2026).
5. Olivier Dard, « La guerre d'Espagne au carrefour d'engagements catholiques, nationalistes et traditionalistes contre les Fronts populaires : France, Belgique, Irlande », dans Jean Vigreux et Serge Wolikow, *op. cit.*, pp. 715-736.
6. Sur ce point voir l'ouvrage de Pierre Broué et Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1961.
7. Pour un aperçu rapide de cette thèse : Annie Kriegel, « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, été 1990, pp. 299-302.
8. Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties : l'invention française de la non-intervention », dans Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 110.
9. Ibid.
10. Ángel Viñas, « Une République isolée. L'Espagne face aux interventions fascistes durant la guerre civile », *Relations internationales*, vol. 3, 2018, pp. 35-46.
11. Pierre Salmon, « [Le trafic d'armes dans la guerre civile espagnole \(1936-1939\)](#) », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe*, [en ligne](#), consulté le 9 juillet 2026.